

Jeudi 29 Novembre 2007

Pouvoir d'aujourd'hui Economique, administratif, politique, social, judiciaire,
intellectuel, spirituel, médiatique

La femme de la semaine

L'indignation constructive

Marie-Claire Carrère-Gée, la nouvelle présidente du Conseil d'orientation pour l'emploi, s'attaque à son tour à une fatalité française, le chômage de masse. Avec conviction et pragmatisme.

«On a tout essayé dans la lutte contre le chômage», avait lancé un jour François Mitterrand, désabusé. Placée à la tête du Conseil d'orientation pour l'emploi (COE), Marie-Claire Carrère-Gée veut rompre avec cette fatalité française, celle d'un pays qui n'arrive pas à faire crever le plancher d'un taux de chômage à 8% depuis un quart de siècle. Et pour faire partager sa volonté, elle recharge son indignation avec des mots simples et communicatifs, ancrés dans la réalité sensible et non dans les abstractions chiffrées. «Dans le passé, la France semble s'être résignée à vivre avec 2 millions de chômeurs. R faut en finir avec cette situation qui est affreuse et révoltante», s'insurge-t-elle au quart de tour dans son bureau du 113, rue de Grenelle, son nouveau ancrage professionnel qu'elle n'a pas eu encore le temps d'aménager ni de personnaliser vraiment, deux mois après son installation. Ce type de rhétorique directe dont elle use naturellement - à cent lieues des circonvolutions intellectuelles en usage chez les experts technocrates - produit son effet sur ses interlocuteurs: une invitation pressante et partagée à agir. Devant le Premier ministre, lors de «sa» première réunion plénière, elle a promis de sortir des sentiers battus. Explication: «En deux ans, le COE est devenu une institution solidement installée. Tout ce travail accompli l'autorise aujourd'hui à être audacieux. Je veux faire du COE le

lieu de référence où l'on traite la question du chômage et un forum d'échanges. Il faut oser!»

Fabriquer du consensus

Oser: tel est l'état d'esprit de cette quadra quelque peu atypique dont le look tranche avec la grisaille de la tenue ordinaire du fonctionnaire. Son ascension dans les plus hautes sphères du pouvoir n'a rien de prémédité. Originaire des Pyrénées-Atlantiques, classe moyenne supérieure (père commerçant, mère enseignante) - elle se retrouve à Paris administratrice au Sénat via l'Institut d'études politiques de Bordeaux. La suite de son parcours l'atteste: elle a croqué les postes comme autant de fruits tendus par la «chance» qu'elle reconnaît avoir. Une destinée marquée par un engagement politique dès 15 ans assumé dans ce qui était à l'époque le RPR qui la mènera jusqu'à l'Elysée de Jacques Chirac où elle sera secrétaire générale adjointe de la présidence. Gaulliste? Elle assume: «Je suis attachée aux valeurs de cohésion nationale, de grandeur de la France. Je ne suis pas une libérale à tout crin et ne pense pas que la richesse suffise à satisfaire un individu. Je crois à la justice sociale. Ces valeurs, je les porte et elles me portent.» Voilà pourquoi elle a trouvé dans le social un domaine d'investissement privilégié, mais... non exclusif. A la Cour des comptes qu'elle vient d'intégrer - juste débouché après ces années d'intense travail - elle se retrouve dans la deuxième chambre,

celle des entreprises publiques, «une façon de découvrir un nouveau métier et d'élargir des compétences»

. De même devrait-elle figurer dans la prochaine compétition municipale à Paris, dans le XIV, sous les couleurs de la droite. Pour l'heure, la priorité est bien là. «Je suis consciente de l'honneur que l'on m'a fait en succédant au COE à Raymond Soubie. Nos personnalités sont différentes, je suis légèrement plus expansive que lui mais nous avons toujours été d'accord sur le fond des choses», avance-t-elle prudemment. Comme son illustre prédécesseur qui vient de rejoindre à son tour l'Elysée - chassé-croisé révélateur-elle a pratiqué de près un grand nombre des aspérités du terrain social: retraites, protection sociale, emploi. «Le social est toujours crucial. Ce sont les espoirs et les craintes des hommes de ce pays.» Et comme lui, elle connaît la règle d'or de l'organisateur efficace du dialogue social: «rester impérativement à sa place» pour augmenter les chances de rapprocher les points de vue. C'est pour cette qualité indispensable dans un milieu où les rites et le respect de l'autre participent de la bonne stratégie qu'elle a été choisie pour le job. Son atout? «Je parle mais j'écoute beaucoup aussi. Je me mets à la place des autres, dans leur tête et leur psychologie.»

Démarche interactive

Le conseil d'orientation de l'emploi a déjà fait ses preuves. Par exemple sur

le sujet sensible, polémique et novateur de la sécurisation des parcours professionnels. Originale par sa composition, l'institution semble à l'usage le moule idéal pour fabriquer du consensus. «Ce qui fait toute la valeur du COE, c'est de mélanger l'expertise et la concertation», explique MCCG. Le conseil réunit tous les acteurs directs du marché du travail - employeurs, syndicats - et tous ceux qui le connaissent - directeurs d'administration, fonctionnaires spécialisés, économistes. Soit une cinquantaine de personnalités d'horizons divers qui se retrouvent en séance plénière une fois par mois dans ce lieu neutre, sans équivalent à Paris. «Une fois franchi le porche du 113, chacun dépose sa casquette au vestiaire. Ici tout est fait pour que les gens se sentent libres dans leur tête. Si bien qu'après une réunion constructive, aucun des participants

ne rentre chez lui tout à fait pareil. Bien sûr, les postures, les logiques d'organisations et la confrontation des intérêts demeurent. Tout cela est légitime. Mais le COE démontre qu'un progrès est possible», positive Marie-Claire Carrère-Gée. Fort de cet actif, elle veut aller désormais plus loin. «Mon intention est de situer le COE dans une démarche inter-active et d'élargir le cercle de la réflexion aux acteurs de terrain. On a tout à gagner à être l'écoute des initiatives locales et à faire partager les bonnes pratiques.» Une conviction qu'elle entend mettre en oeuvre par un site Internet rénové.

De la «conditionnalité»

Quelles sont les causes de la persistance du chômage en France? Le COE va chercher à les élucider dans un prochain rapport. A la demande du gouvernement, il va aussi s'interroger sur la politique

d'allégements des charges. Cadeaux aux employeurs? Aubaine dispendieuse? Pour dépasser ces critiques récurrentes et justifiées, ne faudrait-il pas introduire des «conditionnantes» à leur octroi mais comment alors ne pas tomber dans les «usines à gaz»? Une problématique essentielle car au coeur de la recherche de l'optimisation de la dépense publique. Et à laquelle Marie-Claire Carrère-Gée veut apporter sa pierre dans sa nouvelle fonction. «Rfautdéboucher sur des propositions opérationnelles, faire du clé en main réaliste, traiter les problèmes en amont à fond pour éclairer les décideurs au moment du choix»

Modeste qu'en apparence!

philippe.plassart@nouveleconomiste.fr